

Synthèse régionale

Croissance solide malgré le ralentissement national

Isabelle Delhomme, Insee

Activité et emploi ralentissent mais restent dynamiques

En 2018, la croissance française ralentit en volume : + 1,7 % après + 2,3 % en 2017. Le repli de la consommation des ménages en fin d'année et la baisse des investissements, des ménages comme des entreprises, pèsent sur la croissance. En revanche, malgré le contexte international en demi-teinte, les exportations françaises ont tout de même décollé grâce aux livraisons aéronautiques et maritimes.

L'emploi salarié progresse dans les Pays de la Loire (+ 0,9 %), davantage qu'au niveau national (+ 0,6 %). Toutefois, il ralentit après deux années très dynamiques. En 2018, la région crée 12 400 emplois salariés, contre 31 000 en 2017.

En 2018, 26 700 entreprises sont créées dans les Pays de la Loire, atteignant ainsi un nouveau record. La hausse est principalement due à l'essor des immatriculations de micro-entrepreneurs. Les créations d'entreprises individuelles classiques restent dynamiques, celles des sociétés sont en hausse.

Avec une année record pour les échanges commerciaux de la région, le déficit de la balance commerciale se réduit, en raison notamment du dynamisme de la construction navale et de l'industrie aéronautique.

L'industrie, moteur de la création d'emploi

Avec une augmentation des chiffres d'affaires et des exportations, l'industrie conforte son rôle moteur dans l'économie des Pays de la Loire. En 2018, 10 « territoires d'industrie » ont été identifiés dans la région afin de développer ou renforcer leurs projets d'activités industrielles. Hors intérim, l'emploi salarié industriel progresse de 1,6 %, poursuivant son dynamisme de 2017. En France, il augmente légèrement (+ 0,3 %), après s'être stabilisé en 2017. Tiré par la construction navale, l'emploi progresse plus fortement dans la fabrication de matériels de transport. La situation est également favorable dans le secteur des biens d'équipements où les exportations et l'emploi sont en hausse. L'emploi dans la fabrication d'autres produits industriels poursuit sa progression. En

revanche, dans les industries agroalimentaires, l'emploi se stabilise (+ 0,3 %) après deux années en forte progression (+ 2,0 % en 2017 et + 1,1 % en 2016).

En 2018, activité et emploi progressent dans la construction. Toutefois, après deux années exceptionnelles et bien qu'à un niveau élevé, les ventes d'appartements neufs baissent et les mises en chantier se stabilisent.

Le tertiaire marchand reste bien orienté malgré l'intérim en berne

En 2018, l'emploi dans le tertiaire marchand ralentit, marqué par la baisse de l'emploi intérimaire (- 5,8 %). Ses effectifs augmentent de 1,1 % sur un an, et de 0,9 % en France. Hors intérim, l'emploi du tertiaire marchand augmente de 1,9 %, plus fortement qu'en France (+ 1,2 %). L'information et la communication, les transports et les services aux entreprises sont les secteurs les plus dynamiques. L'emploi y connaît les plus fortes augmentations.

Soutenue par les moteurs économiques et démographiques des Pays de la Loire, l'activité des transports demeure très dynamique. Ainsi, la croissance de l'emploi salarié dans le secteur des transports retrouve son rythme de 2016, après une année 2017 au ralenti. Les ventes de véhicules neufs augmentent fortement. Le transport aérien à bas coût continue de tirer la croissance du trafic de l'aéroport de Nantes ; il représente 57 % du trafic. Le port de Nantes Saint-Nazaire conforte sa croissance de 2017, tout comme le transport routier de marchandises.

Dans le commerce, l'emploi poursuit sa progression de 2017 malgré une consommation des ménages moins dynamique qu'en 2017. Avec une augmentation de 1,1 % de l'emploi dans l'hébergement et la restauration, le secteur est dynamique. La fréquentation des campings et des hôtels progresse ; la clientèle ne résidant pas en France augmente encore sa présence, poursuivant la tendance de 2017.

Des marchés contrastés pour l'agriculture

En 2018, le manque de luminosité et la pluviométrie importante du 1^{er} semestre puis la canicule estivale, affectent les récoltes de

légumes. Pour les grandes cultures, l'excès d'eau du début d'année engendre des rendements décevants ou proches de la moyenne quinquennale. Pour la viticulture, après deux années marquées par le gel, les rendements se redressent et permettent de reconstituer les stocks. Le marché des bovins est contrasté et celui du porc connaît des tensions liées à l'abondance de l'offre européenne. La collecte en lait conventionnel est en léger repli ; celle en lait biologique progresse. Avec une consommation des ménages soutenue, notamment en œufs biologiques et de plein air, le marché de l'œuf reste porteur.

Accélération des encours de crédits

Avec une progression de 5,9 milliards d'euros entre fin 2017 et fin 2018, les encours de crédit distribués à la clientèle non financière des Pays de la Loire atteignent 107,7 milliards d'euros. La région se maintient ainsi au 8^e rang des régions françaises. Les crédits immobiliers, principal segment en volume, augmentent de 5,8 %. Les crédits à l'équipement et de trésorerie connaissent les plus fortes progressions.

Baisse du chômage et de la demande d'emploi

Après une nette baisse en 2017, le taux de chômage recule de nouveau en 2018 dans les Pays de la Loire. Il s'établit à 7,2 %, niveau le plus bas depuis la crise de 2008. Fin 2018, les Pays de la Loire affichent le plus faible taux des régions françaises à côté de la Bretagne. La baisse est légèrement plus faible qu'en France, le taux national s'établissant à 8,8 % de la population active.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) est à l'image de 2017 (- 0,9 %). Avec les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la région compte 317 900 demandeurs d'emploi fin 2018, soit une baisse de 0,4 %. Toutefois, la situation des demandeurs d'emploi est contrastée. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et de demandeurs femmes augmentent du fait d'une hausse des demandeurs exerçant une activité réduite. ■

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante.

Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

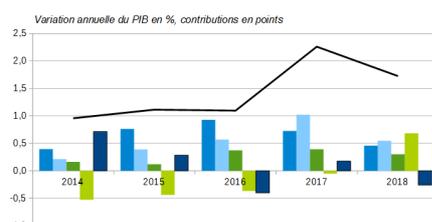
L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (+ 2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %).

Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 point en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Consommation privée (points) Solde du commerce extérieur (points)
Investissement privé (points) Variations de stocks (points)
Demande publique (points) Croissance du PIB (%)



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

L'investissement des entreprises décelère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

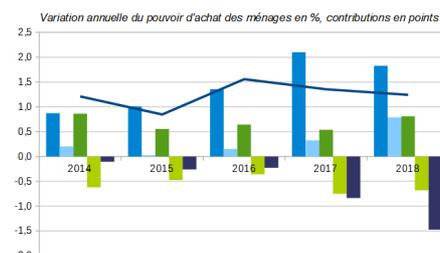
En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens.

En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux.

En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Revenus d'activité Revenus nets du patrimoine
Prestations sociales Prélèvements obligatoires
Prix de la consommation Pouvoir d'achat des ménages (%)



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.